

« Si l'UNRWA implose demain, il n'y a pas d'alternative »

Description

Toujours en activité malgré l'interdiction d'Israël, le directeur de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, explique comment cette agence prépare le terrain pour les futures institutions palestiniennes.

Par Ghousoon Bisharat et Meron Rapoport, le 27 février 2025



Philippe Lazzarini, UNRWA Commissioner-General, meets with internally displaced people in Rafah during his visit to the Gaza Strip, Dec. 12, 2023 (UNRWA Photo)

À la fin du mois dernier, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) – la principale organisation humanitaire pour les réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie et dans tout le Moyen-Orient – s'est retrouvé en terrain inconnu. En octobre, la Knesset israélienne avait adopté deux lois visant l'agence, qui [sont entrées en vigueur](#) le 30 janvier. La première interdisait à l'agence d'opérer à Jérusalem-Est, où l'UNRWA gère des écoles, des cliniques et des centres de formation professionnelle et possède un de ses sièges. La seconde rompait les liens entre Israël et l'UNRWA et interdisait aux autorités israéliennes de contacter l'agence ; ne pouvant plus coordonner son action avec les responsables israéliens, l'UNRWA [averti](#) qu'elle pourrait être contrainte d'interrompre toutes ses activités de secours en Cisjordanie et à Gaza, où elle reste le plus grand fournisseur d'aide.

L'impact immédiat de l'interdiction israélienne a été d'expulser le personnel international de l'UNRWA des territoires palestiniens occupés, car leurs visas ont été raccourcis pour expirer juste avant l'entrée en vigueur des lois. Pendant ce temps, [Adalah et Gisha](#), deux organisations juridiques en Israël, ont déposé une requête auprès de la Cour suprême israélienne, et la Cour [internationale de justice \(CIJ\)](#) pourrait émettre un avis consultatif sur les deux lois israéliennes dans les prochains jours.

Pourtant, malgré l'interdiction et les importantes réductions de financement de l'agence, Philippe Lazzarini, le commissaire général de l'UNRWA, a déclaré à +972 que l'agence poursuivait son travail essentiel, même à Jérusalem-Est. À Gaza, l'agence a distribué de la nourriture à plus de 1,9 million de Palestiniens pendant le cessez-le-feu et a également repris son enseignement en ligne et sur place, bien qu'à une échelle limitée. En Cisjordanie, les écoles et les centres de santé de l'UNRWA restent ouverts, bien que ses activités aient été fortement entravées par l'opération militaire israélienne en cours dans les camps de réfugiés du nord.

Lazarini, qui dirige l'agence depuis cinq ans, n'a plus le droit d'entrer à Gaza depuis mars 2024, ni en Israël et en Cisjordanie depuis juin 2024. Dans une interview accordée à +972 et Local Call, il explique que les attaques israéliennes en cours contre l'UNRWA qui, en plus de la législation, ont inclus un effort mené par le gouvernement pour discréditer l'agence en l'accusant d'être infiltrée par le Hamas ne font pas seulement partie d'une attaque contre les réfugiés palestiniens et le droit au retour, mais constituent une attaque « contre l'histoire et l'identité palestiniennes ».

Si l'UNRWA cesse d'exister, prévient-il, la question des réfugiés palestiniens ne disparaîtra pas. Au contraire, la région sera confrontée à des conséquences catastrophiques, avec des centaines de milliers de Palestiniens à travers les territoires occupés privés d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Cela, affirme-t-il, créerait un vide que personne ne pourrait combler.

L'interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.

Que se passe-t-il concernant les activités et les opérations de l'UNRWA à Gaza et en Cisjordanie ? Quel est l'impact exact de la loi interdisant aux autorités israéliennes de contacter l'UNRWA ?

Pour l'instant, toutes nos activités se poursuivent. À Gaza, nous avons lancé [la dernière phase] d'une vaste [campagne de vaccination contre la polio](#). Depuis le début du cessez-le-feu jusqu'à la semaine dernière, les équipes de l'UNRWA ont distribué des colis alimentaires à plus de 1,9 million de personnes. Nous continuons à fournir des consultations de santé primaires, 17 000 par jour en moyenne. Nous avons également réhabilité et construit des centres de soins supplémentaires, en particulier dans le nord de Gaza, où des centaines de milliers de personnes sont revenues, parallèlement à nos efforts pour réparer les infrastructures locales de pompage d'eau.

L'UNRWA continue à fournir un soutien psychosocial à des dizaines de milliers d'enfants à Gaza, et nous avons également lancé des initiatives éducatives en priorité. Bien sûr, elles sont très limitées et ne sont pas des programmes normaux, mais nous essayons de réunir les enfants. Elles ont lieu dans 86 espaces d'apprentissage temporaires dans 40 écoles de l'UNRWA transformées en abris, où les enfants apprennent les langues et les mathématiques, bénéficient d'un soutien psychosocial et participent à de nombreuses activités de loisirs telles que les arts, la musique et le sport.

Le mois dernier, nous avons lancé un nouveau programme d'enseignement à distance pour limiter davantage la perte d'apprentissage chez les enfants palestiniens déplacés. À ce jour, [251 691 enfants](#) se sont inscrits et ont participé à des cours d'arabe, d'anglais, de mathématiques et de sciences de base. Lorsque mes collègues ont suggéré de commencer par l'apprentissage en ligne, j'ai demandé comment cela serait possible. Ils m'ont répondu : « Vous verrez », et ils avaient raison.

La réouverture de nos écoles dépend de nombreux facteurs : si le cessez-le-feu tient et si nous pouvons nous appuyer sur la deuxième phase, quel type de réhabilitation ou de reconstruction aura lieu à Gaza et ce que nous serons autorisés à faire. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas

reprendre possession de nos écoles, nous devons donc trouver des moyens créatifs de réunir les enfants. Si la reconstruction de Gaza commençait demain, selon les estimations les plus optimistes, il faudrait deux ans pour que toutes les personnes déplacées qui se réfugient dans les écoles restantes puissent partir. Ce n'est qu'alors que nous pourrions commencer la réhabilitation.



Des enfants palestiniens déplacés participent à une activité lors de l'ouverture de l'école Internationale Britannique en coopération avec l'UNRWA, à Khan Yunis, Gaza, le 7 septembre 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

En Cisjordanie, il ne reste plus aucun membre du personnel international, mais nos écoles et nos centres de santé sont toujours ouverts, à l'exception des zones où l'armée israélienne opère actuellement. Dans le camp de réfugiés de Jéricho, par exemple, nos activités et nos opérations ont été suspendues depuis décembre, d'abord en raison de l'opération de l'AP, puis de celle de l'armée israélienne. Environ [40 000 personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers](#) dans les camps de réfugiés du nord ; nous les retrouvons et continuons à leur fournir la nourriture, les soins de santé et les fournitures de base dont elles ont tant besoin pour rester au chaud.

Nous interprétons les lois [israéliennes] comme empêchant pas l'UNRWA de poursuivre ses activités et de fournir des services aux Palestiniens en Cisjordanie. Nous n'avons jamais reçu de document [du gouvernement israélien] indiquant le contraire ou nous informant de la manière dont les lois seront appliquées.

Quelle est la situation à Jérusalem-Est, où Israël a interdit à l'UNRWA d'exercer ses activités ?

Le 18 février, des policiers israéliens, accompagnés de membres du personnel du ministère de l'Éducation, se sont présentés dans trois écoles de l'UNRWA à Jérusalem-Est et ont [ordonné leur fermeture](#). Le même jour, la police israélienne et des membres du personnel de la municipalité de Jérusalem sont entrés de force dans le centre de formation de l'UNRWA à Qalandia, ont tiré des gaz lacrymogènes et des bombes assourdissantes et ont ordonné son évacuation immédiate. Nous avons dû suspendre l'enseignement ce jour-là dans ces quatre établissements de l'UNRWA, mais nous avons repris le lendemain.

Aujourd'hui, les enfants se rendent au centre de formation professionnelle et dans les écoles de l'UNRWA à Jérusalem-Est, avec un taux de fréquentation d'environ 80 % par rapport à la normale jusqu'à présent. Nos centres de santé sont toujours ouverts pour les consultations et nous traitons quelques centaines de personnes chaque jour.

Israël a affirmé que 19 employés de l'UNRWA étaient impliqués dans les attentats du 7 octobre et que le Hamas utilisait les installations de l'UNRWA dans la bande de Gaza et avait recruté une centaine d'employés de l'UNRWA. À la suite de ces allégations, le Bureau des services de contrôle interne des Nations unies (BSCI) a la plus haute instance

dâ??enquête du systÃ¨me des Nations unies â?? a menÃ© une enquÃªte. Pouvez-vous nous en dire plus sur ses conclusions, qui ont Ã©tÃ© publiÃ©es en aoÃ»t ? Lâ??UNRWA enquÃªte-t-elle toujours sur lâ??accusation concernant les 100 employÃ©s de lâ??UNRWA qui, selon IsraÃ«l, sont membres du Hamas ?

La [conclusion de](#) lâ??enquête du BSCI Ã©tait que neuf membres du personnel de lâ??UNRWA pourraient avoir Ã©tÃ© impliquÃ©s dans les attentats du 7 octobre. Si nous pouvons corroborer ou authentifier les informations, il y a des raisons de poursuivre une enquÃªte et une action pÃ©nale. [Lors de la publication de lâ??enquête, un porte-parole de lâ??ONU a notÃ© que Ã« puisque les informations utilisÃ©es par les responsables israÃ©liens pour Ã©tayer les allÃ©gations sont restÃ©es sous la garde dâ??IsraÃ«l, le BSCI nâ??a pas Ã©tÃ© en mesure dâ??authentifier de maniÃ¨re indÃ©pendante la plupart des informations qui lui ont Ã©tÃ© fournies Ã».

Jâ??ai dÃ©cidÃ© que ces neuf membres du personnel ne pouvaient pas travailler pour lâ??UNRWA : tous leurs contrats ont Ã©tÃ© rÃ©siliÃ©s. Dâ??autres mÃªnt ont demandÃ© : Ã« Comment pouvez-vous prendre une dÃ©cision aussi radicale sans avoir de preuves ? Vous pourriez mÃªme perdre si lâ??un de ces membres du personnel porte lâ??affaire devant un tribunal administratif. Ã» Mais cette dÃ©cision Ã©tait dans le meilleur intÃ©rÃªt de lâ??agence, dont la prioritÃ© est de continuer Ã© fournir des services vitaux et essentiels aux rÃ©fugiÃ©s palestiniens Ã© Gaza et dans toute la rÃ©gion.

Concernant les 100 employÃ©s de lâ??UNRWA, nous avons demandÃ© Ã© plusieurs reprises des informations au gouvernement israÃ©lien. Nous ne pouvons pas ouvrir une enquÃªte sur la seule base dâ??une liste de noms qui nous a Ã©tÃ© soumise sâ??il nâ??y a pas dâ??informations Ã©tayÃ©es. Jâ??ai mÃªme demandÃ© Ã© certains Ã©tats membres qui pourraient dÃ©tenir des informations privilÃ©giÃ©es de nous les communiquer afin de nous permettre dâ??ouvrir une enquÃªte. Nous nâ??avons jamais rien reÃ§u.

Il est trÃ¨s important de mentionner que lâ??UNRWA partage les noms de tous ses employÃ©s dans les territoires palestiniens occupÃ©s avec le gouvernement dâ??IsraÃ«l depuis prÃ¨s de deux dÃ©cennies.

Il y a aussi le rapport de Catherine Colonna, lâ??ancienne ministre franÃ§aise des Affaires Ã©trangÃ¨res, que lâ??ONU a commandÃ© en janvier 2024 aprÃ¨s quâ??IsraÃ«l eut accusÃ© pour la premiÃ¨re fois le personnel de lâ??UNRWA dâ??avoir participÃ© aux attentats du 7 octobre. Ce rapport [a conclu](#) que Ã« lâ??UNRWA a une approche de la neutralitÃ© plus dÃ©veloppÃ©e que dâ??autres entitÃ©s similaires de lâ??ONU ou des ONG Ã», mais il a Ã©galement Ã©mis des rÃ©serves sur la politisation croissante de votre personnel, la neutralitÃ© des installations de lâ??UNRWA, ainsi que certaines prÃ©occupations concernant le contenu des manuels scolaires enseignÃ©s dans les Ã©coles de lâ??UNRWA. Vous avez entÃ©rinÃ© les conclusions du rapport â?? pouvez-vous expliquer pourquoi, et comment lâ??agence a essayÃ© de les mettre en Ã©uvre ?

Lâ??une des principales conclusions du rapport Colonna Ã©tait en effet que nous disposons de systÃ¨mes [pour maintenir la neutralitÃ© politique] qui sont plus solides que ceux de quiconque. Mais en raison de lâ??incroyable empreinte de lâ??agence dans la rÃ©gion, et de la profonde politisation de tout, il est important que nous soyons encore plus vigilants. Câ??est pourquoi nous avons dÃ©cidÃ© dâ??adopter dÃ¨s le premier jour un certain nombre de recommandations. Certaines dâ??entre elles nÃ©cessiteraient le soutien des pays hÃªtes, notamment en ce qui concerne les manuels scolaires.

Nous sommes sur le point de lancer un site web où¹ chacun pourra suivre la mise en œuvre des recommandations.

Depuis octobre 2023, cependant, l'attaque contre l'agence est un objectif de guerre [israélien]. Dès le début de la guerre, nous avons entendu dire que « le Hamas, c'est Gaza, Gaza, c'est le Hamas. Et l'UNRWA, c'est Gaza, l'UNRWA, c'est le Hamas, donc nous devons aussi nous débarrasser de l'UNRWA ». L'UNRWA a été très souvent mentionné dans certaines des communications adressées à la CIJ [dans l'affaire du génocide en Afrique du Sud contre Israël, qui s'appuyait en partie sur les données de l'UNRWA]. Et puis [en conséquence], un véritable effort concerté et [organisé pour](#) saper et discréditer l'agence a commencé à se mettre en place. Sur le plan diplomatique, Israël a tenté de convaincre les pays donateurs de suspendre leur soutien à l'agence. Sur le plan politique, sur les réseaux sociaux, nous sommes lynchés quotidiennement. Il y a même des [campagnes publicitaires](#) financées par le ministre [israélien] des Affaires étrangères. Et tout cela a abouti aux deux fameux projets de loi, qui sont désormais devenus réalité.

Je reconnais que nous n'opérons pas dans un environnement sans risque. La question des violations de la neutralité au sein de l'organisation peut être abordée chaque fois qu'il existe des informations fondées. La véritable motivation [derrière les allégations contre l'UNRWA] nous a été révélée par les auteurs des projets de loi eux-mêmes : ils disent qu'il s'agit d'une occasion unique de se débarrasser de l'UNRWA, qui, selon eux, perpétue le statut de réfugié des Palestiniens et donc la question du droit au retour. En fait, il suffit de relier les points pour comprendre que cela est dit ouvertement et rugieusement.

Je tiens également à vous rappeler que nous avons des relations très difficiles avec le Hamas, qui n'appréciait pas particulièrement l'UNRWA. Ils n'aimaient pas le fait que nous ayons un programme d'études sur les droits de l'homme dans nos classes. Ils n'aimaient pas notre [code d'éthique](#) promouvant l'égalité des sexes. Ils n'aimaient pas notre camp où des centaines de milliers d'enfants venaient, filles et garçons mêlés, pour faire de l'art, du sport et de la musique. Le Hamas s'opposait également à la parité des sexes, tant dans notre personnel à Gaza que dans nos écoles : plus de la moitié des enfants dans nos écoles sont des filles et plus de la moitié de notre personnel, y compris les enseignants, sont des femmes. Nous avons été rugieusement accusés par [le Hamas] de [travailler pour l'occupant](#) [Israël].

Comment expliquez-vous que de nombreux pays aient immédiatement et très rapidement gelé leur aide à l'UNRWA après les allégations d'Israël en janvier 2024 ? Beaucoup d'entre eux ont établi l'aide après quelques mois, mais certains pays dont le vôtre, la Suisse, ainsi que les États-Unis ont insisté toujours pour suspendre leur soutien.

Au début, ces [gel des aides] étaient des décisions temporaires prises par précaution. Très vite, environ six semaines après [les accusations d'Israël], tous les pays donateurs, à l'exception des États-Unis, ont commencé à débloquer l'aide. L'administration américaine actuelle est la même que celle qui a coupé le financement de l'UNRWA dans le passé, et a [confirmé](#) qu'il n'y aurait plus de financement à l'avenir.

La Suède, qui a officiellement annoncé la suspension de son financement en décembre, continuera à nous soutenir politiquement par le biais des résolutions de l'Assemblée

générale des Nations unies, mais donnera la priorité au financement d'autres organisations. Il s'agit d'une décision souveraine nationale. Dans mon propre pays [la Suisse], les législateurs sont enclins à suspendre le soutien financier à l'UNRWA, mais ils n'ont pas encore pris de décision finale. L'année dernière, nous avons aussi augmenté les contributions des pays arabes, des pays du Sud, mais aussi des particuliers. Mais cela n'a pas compensé l'immense manque à gagner des États-Unis, dont la contribution en 2023 était de plus de 350 millions de dollars.

Comment répondez-vous aux responsables politiques israéliens qui ont affirmé, bien avant le 7 octobre, que l'UNRWA entretenait le problème des réfugiés et le droit au retour ?

C'est comme dire que l'aide humanitaire perpétue une guerre. Non, si une guerre se perpétue, c'est en raison de l'absence de solution politique. L'UNRWA a été créée il y a 75 ans pour fournir des services de développement humain aux réfugiés palestiniens, l'une des communautés les plus démunies de la région, et était censée être une organisation temporaire. Et au cours des 15 dernières années, l'ensemble du processus politique a été bloqué, à tel point que même le règlement de la question palestinienne n'a pas été inscrit à l'ordre du jour national en Israël pendant au moins quatre ou cinq cycles électoraux.

Aujourd'hui, après ce terrible choc sismique dans la région qui a profondément traumatisé les Israéliens et les Palestiniens, il est peut-être temps de s'engager véritablement à trouver une solution politique et à aborder la question palestinienne une fois pour toutes. Mettons en place un processus politique limité dans le temps, au cours duquel l'UNRWA se concentre non seulement sur ce qu'elle fait le mieux à savoir l'éducation, les soins de santé primaires, les services de protection sociale mais contribue également à renforcer les capacités des futures institutions palestiniennes qui seraient habilitées à reprendre ces activités dans le cadre d'une solution politique. Je pense qu'une agence comme la nôtre n'a aucune raison de se perpétuer.

Je pense également que c'est une erreur de dire que si l'UNRWA disparaît, la question du statut de réfugié sera réglée. Elle ne le sera pas et cela ne fera qu'accentuer la pression sur les solutions durables telles que le retour ou la relocalisation. L'UNRWA a pour mission de se concentrer sur le développement humain et laisse la solution politique aux États membres de l'ONU.

On pourrait donc affirmer que l'existence de l'UNRWA est en quelque sorte dans l'intérêt d'Israël.

Je le crois. Imaginons que nous implosions demain. [Israël] n'aurait pas d'alternative [à nos services], et cela créerait un vide, avec encore plus de souffrance et de misère. C'est la meilleure façon de semer les graines d'un extrémisme encore plus grand à ses portes. Et cela provoquerait également des ondes de choc dans tous les pays de la région qui ont leurs propres fragilités nationales. Je pense donc qu'il est vraiment dans l'intérêt de la région, y compris Israël, de mettre progressivement fin à cette situation, ce qui se fera dans le cadre d'un processus politique.

Mais l'UNRWA est également confrontée à la critique inverse : certains disent qu'Israël profite indéniablement du rôle de l'UNRWA en tant que [instrument](#)

dâ??endiguement.

Lâ??accusation dâ??endiguement est une accusation que nous avons entendue davantage par le passÃ©, mais un peu moins aujourdâ??hui. Certaines personnes ont Ã©galement affirmÃ© que nous permettons Ã Israel dâ??exercer une occupation moins coÃ«teuse grÃ¢ce aux services que nous fournissons.

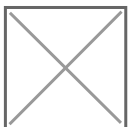
Mais aujourdâ??hui, nous parlons dâ??une situation complÃ©tement diffÃ©rente, oÃ¹ il y a une volontÃ© et une dÃ©termination actives [de la part dâ??Israel] de se dÃ©barrasser de lâ??agence. Nous avons 600 000 filles et garÃ§ons Ã Gaza qui veulent reprendre leurs Ã©tudes. Si vous vous dÃ©barrassez de la seule ressource qui reste Ã Gaza, qui peut le faire, quelle alternative leur offrons-nous ? Quel sera leur avenir ? Dans les dÃ©combres, avec le traumatisme, câ??est un terrain parfaitement fertile pour [les recruter] dans nâ??importe quel type de groupe armÃ© Ã lâ??avenir.

Voyez-vous lâ??attaque contre lâ??UNRWA comme faisant partie dâ??une attaque plus large contre le statut de rÃ©fugiÃ© palestinien ? Nous voyons aujourdâ??hui ce qui se passe dans les camps de rÃ©fugiÃ©s du nord de la Cisjordanie : le ministre israÃ©lien de la DÃ©fense a dÃ©clarÃ© quâ??il ne permettrait pas aux gens de retourner dans les camps de rÃ©fugiÃ©s de Nur Al-Shams, de JÃ©nine ou de Tulkarem. Et bien sÃ»r, Ã Gaza, les camps de rÃ©fugiÃ©s ont Ã©tÃ© lourdement attaquÃ©s.

Je pense que lâ??attaque contre lâ??UNRWA fait Ã©galement partie dâ??une attaque contre lâ??histoire palestinienne, contre lâ??identitÃ© palestinienne, Ã cause de ce que nous reprÃ©sentons pour les Palestiniens. Je pense que nous comprendrons vraiment plus tard la portÃ©e de lâ??intention de ces attaques.

Mais vous avez le sentiment que les camps de rÃ©fugiÃ©s sont particuliÃ©rement visÃ©s ?

En ce qui concerne ce quâ??Israel fait actuellement en Cisjordanie, je dirais que oui. Ã Gaza, au dÃ©but, nous nâ??avons pas nÃ©cessairement vu que les camps de rÃ©fugiÃ©s Ã©taient spÃ©cifiquement visÃ©s. Le camp de rÃ©fugiÃ©s de Jabalia a Ã©tÃ© complÃ©tement dÃ©truit, mais de nombreux autres quartiers de Gaza lâ??ont Ã©galement Ã©tÃ©.



Palestinians at the site of an Israeli airstrike at a UNRWA school in the Nuseirat camp in the central Gaza Strip, July 15, 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Et disons que le rÃ©ve israÃ©lien se rÃ©alise et que lâ??UNRWA cesse dâ??exister demain. Quelles seraient, selon vous, les rÃ©percussions du dÃ©mantÃ©lement de lâ??UNRWA ?

Je pense quâ??en Cisjordanie [lâ??effondrement de lâ??UNRWA] affaiblirait encore davantage lâ??AutoritÃ© palestinienne, voire la pousserait Ã lâ??implosion. Je ne vois pas vraiment lâ??AutoritÃ© palestinienne en mesure de combler le vide qui serait crÃ©Ã© si lâ??agence disparaissait. Sur un plan plus politique, je crois que se dÃ©barrasser de lâ??UNRWA est un autre moyen dâ??affaiblir encore davantage lâ??aspiration de la cause palestinienne Ã

lâ??autodÃ©termination.

Est-il possible que les rÃ©centes attaques dâ??IsraÃ©l contre lâ??UNRWA aient attirÃ© davantage lâ??attention sur la question des rÃ©fugiÃ©s palestiniens ? En dâ??autres termes, les attaques contre lâ??UNRWA se sont-elles retournÃ©es contre IsraÃ©l ?

Je ne pense pas que cela attire davantage lâ??attention, mais je pense que lâ??on comprend mieux que la question des rÃ©fugiÃ©s palestiniens, en tant que question politique, ne sera pas rÃ©solue si lâ??on se dÃ©barrasse de lâ??agence â?? et que le problÃ©me pourrait mÃªme sâ??aggraver. Nous devrions vraiment rÃ©flÃ©chir Ã© deux fois avant de nous dÃ©barrasser dâ??un outil extraordinaire que la communautÃ© internationale a mis en place pour les rÃ©fugiÃ©s palestiniens.

Vous avez beaucoup parlÃ© ces derniers mois de la viabilitÃ© de lâ??UNRWA pour une transition politique. Mais comme vous lâ??avez notÃ©, il nâ??y a pas eu de vÃ©ritable processus politique avant le 7 octobre, et les dirigeants politiques palestiniens sont aujourdâ??hui plus divisÃ©s que jamais. Comment voyez-vous lâ??Ã©mergence dâ??un processus politique avec le gouvernement israÃ©lien actuel ?

Il nâ??y a pas beaucoup de processus pour le moment, mais il y en a un qui est actuellement menÃ© par lâ??Arabie saoudite et soutenu par lâ??Union europÃ©enne et la Ligue arabe, qui vise essentiellement Ã© relancer lâ??initiative de paix arabe dâ??il y a 20 ans. Nous entendons Ã©galement dire que la normalisation reste un objectif, en IsraÃ©l mais aussi dans la rÃ©gion. Si tel est le cas, une normalisation durable entre IsraÃ©l et un certain nombre de pays de la rÃ©gion doit Ã©galement aborder la question palestinienne.

Je rÃ©pÃ©te sans cesse Ã© mes collÃ©gues que je prÃ©fÃ©re voir le verre Ã© 1 % plein plutÃ´t quâ??Ã© 99 % vide. Et jâ??espÃ©re que bientÃ´t je pourrai voir le verre Ã© 5 ou 10 % plein, mais je suis conscient que je ne peux pas Ã©tre naÃ©vement optimiste quand on connaÃ©t les difficultÃ©s extraordinaires auxquelles les gens sont confrontÃ©s dans la rÃ©gion.

Mais quand je parle du processus politique, lâ??UNRWA doit Ã©tre considÃ©rÃ©e comme un atout : elle contribue Ã© prÃ©parer le terrain pour les futures institutions palestiniennes. Notre personnel est principalement composÃ© de fonctionnaires, dâ??enseignants, dâ??infirmiers, etc. Nous sommes diffÃ©rents de toute autre agence des Nations unies car lâ??Ã©chelle salariale de notre personnel est alignÃ©e sur celle du pays hÃ©te, lâ??AutoritÃ© palestinienne, et sur celle des Nations unies. Pourquoi ? Parce que nous avons toujours, malgrÃ© toutes ces dÃ©cennies, lâ??objectif final que nos employÃ©s deviennent la main-dâ??uvre [pour doter en personnel] les futures institutions.

Ghousoon Bisharat est rÃ©dacteur en chef du magazine +972.
Meron Rapoport est rÃ©dacteur au Local Call.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : [+972 Magazine](#)

date crÃ©Ã©e
2025/02/28